

Art. 9. Afin de garantir et de contrôler la bonne fin des opérations de transport, l'impétrant transmet à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, en même temps que sa déclaration annuelle les informations suivantes :

1° les numéros d'immatriculation des véhicules détenus en propre ou en exécution de contrats passés avec des tiers et affectés au transport des déchets;

2° la liste des chauffeurs affectés aux activités de transport.

Art. 10. En exécution de l'article 18, § 1^{er}, du décret du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, l'impétrant transmet trimestriellement à l'Office wallon des déchets, Direction des Instruments économiques, une déclaration fiscale sur base des modèles communiqués par l'Office wallon des déchets.

Art. 11. Si l'impétrant souhaite renoncer, en tout ou en partie, au transport des déchets désignés dans le présent enregistrement, il en opère notification à l'Office wallon des déchets, Direction de la Politique des déchets, qui en prend acte.

Art. 12. Sur base d'un procès-verbal constatant une infraction au Règlement 1013/2006/CE concernant les transferts de déchets, au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à leurs arrêtés d'exécution, l'enregistrement peut, aux termes d'une décision motivée, être radié, après qu'ait été donnée à l'impétrant la possibilité de faire valoir ses moyens de défense et de régulariser la situation dans un délai déterminé.

En cas d'urgence spécialement motivée et pour autant que l'audition de l'impétrant soit de nature à causer un retard préjudiciable à la sécurité publique, l'enregistrement peut être radié sans délai et sans que l'impétrant n'ait été entendu.

Art. 13. § 1^{er}. L'enregistrement vaut pour une période de cinq ans.

§ 2. La demande de renouvellement dudit enregistrement est introduite dans un délai précédant d'un mois la limite de validité susvisée.

Namur, le 27 juillet 2015.

Ir A. HOUTAIN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31643]

1^{er} OCTOBRE 2015. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation du plan particulier d'affectation du sol « Groeselenberg » de la Commune d'Uccle

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire, notamment les articles 43 à 50 et 70 à 72;

Vu le plan régional d'affectation du sol approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mai 2001;

Vu le plan régional de développement approuvé par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 septembre 2002;

Vu le projet de plan particulier d'affectation du sol « Groeselenberg » de la Commune d'Uccle, délimité par l'axe de la rue Groeselenberg, l'avenue Houzeau, l'avenue Circulaire et l'avenue des Statuaires, comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un plan des affectations, un carnet de prescriptions littérales ainsi qu'un carnet comprenant rapport et exposé des motifs;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu l'ordonnance du 22 février 1990 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le plan d'expropriation se rapportant au projet de plan particulier d'affectation du sol "Groeselenberg";

Vu le rapport sur les incidences environnementales accompagnant le projet de plan particulier d'affectation du sol "Groeselenberg";

Vu la délibération du Conseil communal du 30 janvier 2014 par laquelle la Commune d'Uccle charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de plan particulier d'affectation du sol à enquête publique, accompagné du plan d'expropriation s'y rapportant et du rapport sur les incidences environnementales y afférent;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31643]

1 OKTOBER 2015. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van het bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » van de gemeente Ukkel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, inzonderheid op de artikelen 43 tot 50 en 70 tot 72;

Gelet op het gewestelijk bestemmingsplan, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 mei 2001;

Gelet op het gewestelijk ontwikkelingsplan, goedgekeurd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 september 2002;

Gelet op het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » van de gemeente Ukkel, begrensd door de as van de Groeselenbergstraat, de Houzeaulaan, de Ringlaan en de Beeldhouwerslaan, dat bestaat uit een liggingsplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een bestemmingsplan, een bundel met schriftelijke voorschriften en een bundel met het rapport en de memorie van toelichting;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte;

Gelet op de ordonnantie van 22 februari 1990 betreffende de onteigeningen van openbaar nut doorgevoerd of toegestaan door de Brusselse Hoofdstedelijke executieve;

Gelet op het onteigeningsplan met betrekking tot het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg »;

Gelet op het milieueffectenrapport dat het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » vergezelt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 30 januari 2014 waarin de gemeente Ukkel het college van burgemeester en schepenen ermee belast om het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan ter openbaar onderzoek voor te leggen, samen met het desbetreffende onteigeningsplan en met het desbetreffende milieueffectenrapport;

Vu les observations et réclamations introduites durant l'enquête publique;

Vu les avis émis par Bruxelles Développement Urbain ainsi que par les administrations et instances consultées;

Vu l'avis de la Commission de Concertation émis en séance du 20 mai 2014;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 septembre 2014 par laquelle la Commune d'Uccle adopte définitivement le plan particulier d'affectation du sol "Groeselenberg" ainsi que le plan d'expropriation s'y rapportant;

Considérant qu'il apparaît du dossier annexé à cette délibération que les formalités prescrites par les articles 43 à 50, § 1^{er} du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ont été remplies;

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol « Groeselenberg » de la Commune d'Uccle présente pour objectifs :

- Le défi principal du PPAS est une reconversion harmonieuse du bâtiment de la clinique des 2 Alice et de ses abords, de celle du site du CERVA, ainsi que le développement urbanistique que peut soutenir les terrains qui traversent l'îlot;

- D'établir une vision globale et stable de l'avenir de cet îlot, afin d'éviter une urbanisation anarchique, au gré des diverses demandes individuelles de permis d'urbanisme;

- De garantir un aménagement équilibré de l'îlot en termes d'implantation, d'affectation, de densité et de typologie ainsi qu'en termes de mise en valeur du paysage et du relief;

- D'assurer une bonne répartition des accès et une bonne accessibilité de tous les sites à reconverter.

Considérant que l'îlot est un des plus grands îlots de la partie nord de la Commune d'Uccle et est caractérisé par une faible densité bâtie, avec, d'une part, en bordure tant un habitat ouvert et des habitations chics qu'une partie avec un habitat fermé et semi-ouvert, et, d'autre part, une importante superficie non bâtie en intérieur d'îlot comprenant un grand nombre de précieux espaces verts et des espaces paysagers.

Que se trouvent dans l'îlot différents équipements publics, dont une école secondaire, une école d'infirmières, une maison de repos, une crèche et le CERVA, un centre de recherche qui à terme quittera cet îlot.

Que l'ancienne clinique des 2 Alice, un bâtiment atypique et haut a reçu une autorisation pour sa reconversion en appartements et que les travaux ont commencé en cours de l'élaboration du plan particulier d'affectation du sol,

Considérant qu'une grande partie de l'intérieur de l'îlot est la propriété d'un seul propriétaire.

Considérant que la majeure partie de l'îlot est affectée en 'zone d'habitation' et que deux zones partielles, plus petites, sont affectées en 'zones d'équipements d'intérêt collectif ou de service public' dans le plan régional d'affectation du sol.

Que, parallèlement à l'élaboration du PPAS par la commune, la Région a, dans le cadre de la modification du Plan régional d'Affectation du Sol approuvé le 2 mai 2013, transformé une grande partie de l'affectation de l'îlot de 'zone d'équipements d'intérêt collectif ou de service public' en 'zone d'habitation'.

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol traduit les objectifs proposés en prescriptions urbanistiques souples permettant le maintien de développements futurs diversifiés et de qualité.

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol veut assurer la cohérence des nouveaux développements à l'intérieur de l'îlot en les développant de préférence en tant qu'une seule unité. Une demande de permis mixte d'urbanisme et d'environnement pour une partie de cette zone doit montrer la manière dont celle-ci s'intègre dans le développement complet de la zone.

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol vise une meilleure accessibilité de l'îlot par les moyens de transport actifs au moyen de nouvelles liaisons transversales.

Gelet op de opmerkingen en bezwaren die tijdens het openbaar onderzoek werden ingediend;

Gelet op de adviezen uitgebracht door Brussel Stedelijke Ontwikkeling en door de geraadpleegde besturen en instanties;

Gelet op het advies van de overlegcommissie uitgebracht in zitting van 20 mei 2014;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 11 september 2014 waarbij de gemeente Ukkel het ontwerp van bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » definitief aanneemt, samen met het desbetreffende onteigeningsplan;

Overwegende dat uit het bij deze beraadslaging gevoegde dossier blijkt dat de formaliteiten, voorgeschreven door de artikelen 43 tot 50, § 1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening, zijn vervuld;

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » van de gemeente Ukkel volgende doelstellingen heeft :

- De essentiële uitdaging van het BBP vormt een harmonieuze reconversie van het gebouw van het ziekenhuis 2 Alice en haar omgeving, deze van de site van de CODA, evenals de haalbare stedenbouwkundige ontwikkeling van de terreinen die het bouwblok doorkruisen;

- Een globale en stabiele visie voor de toekomst van het bouwblok, om een ordeloze verstedelijking, te wijten aan diverse individuele aanvragen van stedenbouwkundige vergunningen, te vermijden;

- De evenwichtige aanleg van het bouwblok op het vlak van de inplanting, de bestemming, de dichtheid en de typologie waarborgen, evenals op het vlak van valorisatie van landschap en reliëf;

- Een goede verdeling verzekeren van de toegangen en een goede toegankelijkheid van alle door de reconversie betrokken sites.

Overwegende dat het bouwblok tot de grootste van het noorden van de gemeente Ukkel behoort en gekenmerkt is door een geringe bouw dichtheid, met enerzijds aan de randen zowel open bebouwing en standingvolle woningen als een gedeelte met gesloten en halfopen bebouwing, en anderzijds een groot onbebouwd deel binnenin het bouwblok dat heel wat waardevolle groene en landschappelijke ruimten bevat.

Dat zich in het bouwblok verschillende publieke voorzieningen bevinden, waaronder een middelbare school, een verpleegsterschool, een rusthuis, een crèche en het CODA, een onderzoekscentrum dat op termijn uit het bouwblok zal verhuizen.

Dat het voormalige ziekenhuis 2 Alice, een atypische en hoog gebouw, in de loop van de opmaak van het bijzonder bestemmingsplan een vergunning kreeg voor de reconversie naar appartementen en dat gestart werd met de werken.

Overwegende dat een groot deel van de binnenkant van het bouwblok eigendom is van één enkele eigenaar.

Overwegende dat het grootste deel van het bouwblok bestemd is als 'typisch woongebied' en twee kleinere deelzones bestemd zijn als 'gebied van collectief belang of van openbare diensten' in het gewestelijk bestemmingsplan.

Dat, parallel aan de uitwerking van het BBP door de gemeente, het Gewest in het kader van de wijziging van het Gewestelijk Bestemmingsplan goedgekeurd op 2 mei 2013, een groot deel van de bestemming van het bouwblok omzette van 'gebied van collectief belang of van openbare diensten' naar 'typisch woongebied'.

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan de vooropgestelde doelstellingen vertaalt in soepele stedenbouwkundige voorschriften om uiteenlopende toekomstige kwalitatieve ontwikkelingen mogelijk te houden.

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan de coherentie van nieuwe ontwikkelingen aan de binnenkant van het bouwblok wil verzekeren door deze bij voorkeur als één geheel te ontwikkelen. Een aanvraag van stedenbouwkundige vergunning voor een deel van deze zone moet dan ook aantonen hoe deze zich verhoudt tot de volledige ontwikkeling van de zone.

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan een betere doorwaardbaarheid van het bouwblok voor actieve vervoersmodi beoogt door het voorzien van nieuwe dwarsverbindingen.

Qu'une bonne accessibilité pour le transport motorisé de tous les terrains (re)développables est prévue par voies résidentielles et qu'un plan d'expropriation à cet effet est prévu.

Considérant que le stationnement au niveau des nouveaux développements est organisé en sous-sol et collectivement pour des logements collectifs.

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol veut conserver le patrimoine architectural en maintenant des bâtiments et maisons remarquables et significatifs pour le quartier ayant une valeur patrimoniale.

Qu'il prévoit des prescriptions spécifiques en ce qui concerne la revalorisation et l'intégration des frontons classés de l'ancienne clinique.

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol veut conserver, valoriser et rendre accessible au public les qualités paysagères, le relief et les nombreux espaces verts.

Qu'il conserve et rend accessible au public le verger existant dans l'îlot.

Considérant que le plan particulier d'affectation du sol, adopté définitivement par le Conseil communal, a été modifié afin de répondre à plusieurs remarques et observations formulées lors de l'enquête publique et de la commission de concertation; que ces modifications visent notamment à préciser le prescrit, à corriger des erreurs matérielles et à répondre aux observations relatives aux aménagements paysagers dont les implantations et gabarits des constructions; que les modifications apportées sont mineures et ne sont pas susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement;

Considérant que des expropriations potentielles sont envisagées dans le cadre de la mise en œuvre du plan particulier d'affectation du sol; que le plan d'expropriation a également été soumis à l'enquête publique;

Considérant que le prescrit de la procédure prévue à l'article 72 § 1, alinéa 3 du Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire, a été respecté;

Sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Aménagement du Territoire;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Est approuvé le plan particulier d'affectation du sol « Groeselenberg » de la Commune d'Uccle, délimité par l'axe de la rue Groeselenberg, l'avenue Houzeau, l'avenue Circulaire et l'avenue des Statuaires, comportant un plan de localisation, un plan de situation existante de droit, un plan de situation existante de fait, un plan des affectations, un carnet de prescriptions littérales ainsi qu'un carnet comprenant rapport et exposé des motifs.

Art. 2. Est approuvé en raison de son utilité publique le plan d'expropriation de la commune d'Uccle en complément du plan particulier d'affectation du sol « Groeselenberg » et comprenant deux terrains situés à la rue Groeselenberg et à l'avenue des Statuaires (connus au cadastre Section D, parcelle n° 42 H 2).

Art. 3. Il est indispensable pour cause d'utilité publique de prendre immédiatement possession des terrains indiqués sur le plan d'expropriation et d'appliquer à ces expropriations la procédure d'extrême urgence prévue par la loi du 26 juillet 1962.

Art. 4. La commune d'Uccle est autorisée à procéder à l'expropriation.

Art. 5. Le Ministre qui a l'Aménagement du Territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 2015.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles,

R. VERVOORT

Dat een goede toegankelijkheid voor gemotoriseerd vervoer van alle (her)ontwikkelbare terreinen wordt voorzien door residentiële wegen te voorzien en dat hiervoor een onteigeningsplan is opgemaakt.

Overwegende dat de parkeergelegenheid bij de nieuwe ontwikkelingen ondergronds georganiseerd wordt en op collectieve wijze voor meer gezinswoningen.

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan het architecturaal erfgoed wil bewaren door beeldbepalende gebouwen en huizen met een patrimoniale waarde te behouden.

Dat het specifieke voorschriften voorziet aangaande de herwaardeering en integratie van de geklasseerde frontons van het voormalige ziekenhuis.

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan de landschappelijke kwaliteiten, het reliëf en het vele groen in het bouwblok wil behouden, valoriseren en publiek toegankelijk wil maken.

Dat het de bestaande boomgaard in het bouwblok behoudt en publiek toegankelijk maakt.

Overwegende dat het bijzonder bestemmingsplan, dat de gemeenteraad definitief heeft aangenomen, werd gewijzigd om een antwoord te bieden op verschillende bezwaren en opmerkingen die tijdens het openbaar onderzoek en door de overlegcommissie werden geopperd; dat deze wijzigingen vooral de verduidelijking van de voorschriften nastreeft, evenals de verbetering van materiële fouten en de antwoorden op de opmerkingen met betrekking tot de inrichting van landschapselementen waaronder de aanplantingen en de bouwprofielen; dat de aangebrachte wijzigingen van ondergeschikt belang zijn en geen noemenswaardige weerslag zullen hebben op het milieu;

Overwegende dat mogelijke onteigeningen in het vooruitzicht worden gesteld om het bijzonder bestemmingsplan uit te voeren; dat het onteigeningsplan ook aan het openbaar onderzoek werd onderworpen;

Overwegende dat de procedure die wordt voorgeschreven in artikel 72, § 1, lid 3 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, werd nageleefd;

Op voorstel van de Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Ruimtelijke Ordening;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Wordt goedgekeurd het bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » van de gemeente Ukkel, begrensd door de as van de de Groeselenbergstraat, de Houzeaulaan, de Ringlaan en de Beeldhouwerslaan, dat bestaat uit een liggingsplan, een plan van de bestaande rechtstoestand, een plan van de bestaande feitelijke toestand, een bestemmingsplan, een bundel met schriftelijke voorschriften en een bundel met het rapport en de memorie van toelichting.

Art. 2. Wordt omwille van het openbaar nut goedgekeurd het onteigeningsplan van de gemeente Ukkel ter aanvulling van het bijzonder bestemmingsplan « Groeselenberg » en omvattende twee terreinen gelegen aan de Groeselenbergstraat en de Beeldhouwerslaan (bekend bij het kadaster Sectie D, perceel 42 H 2).

Art. 3. Omwille van het algemeen nut is het nodig over te gaan tot onmiddellijke inbezitting van de op het onteigeningsplan aangegeven terreinen en voor deze onteigeningen de hoogdringende procedure toe te passen waarin de wet van 26 juli 1962 voorziet.

Art. 4. De gemeente Ukkel wordt gemachtigd over te gaan tot de onteigening.

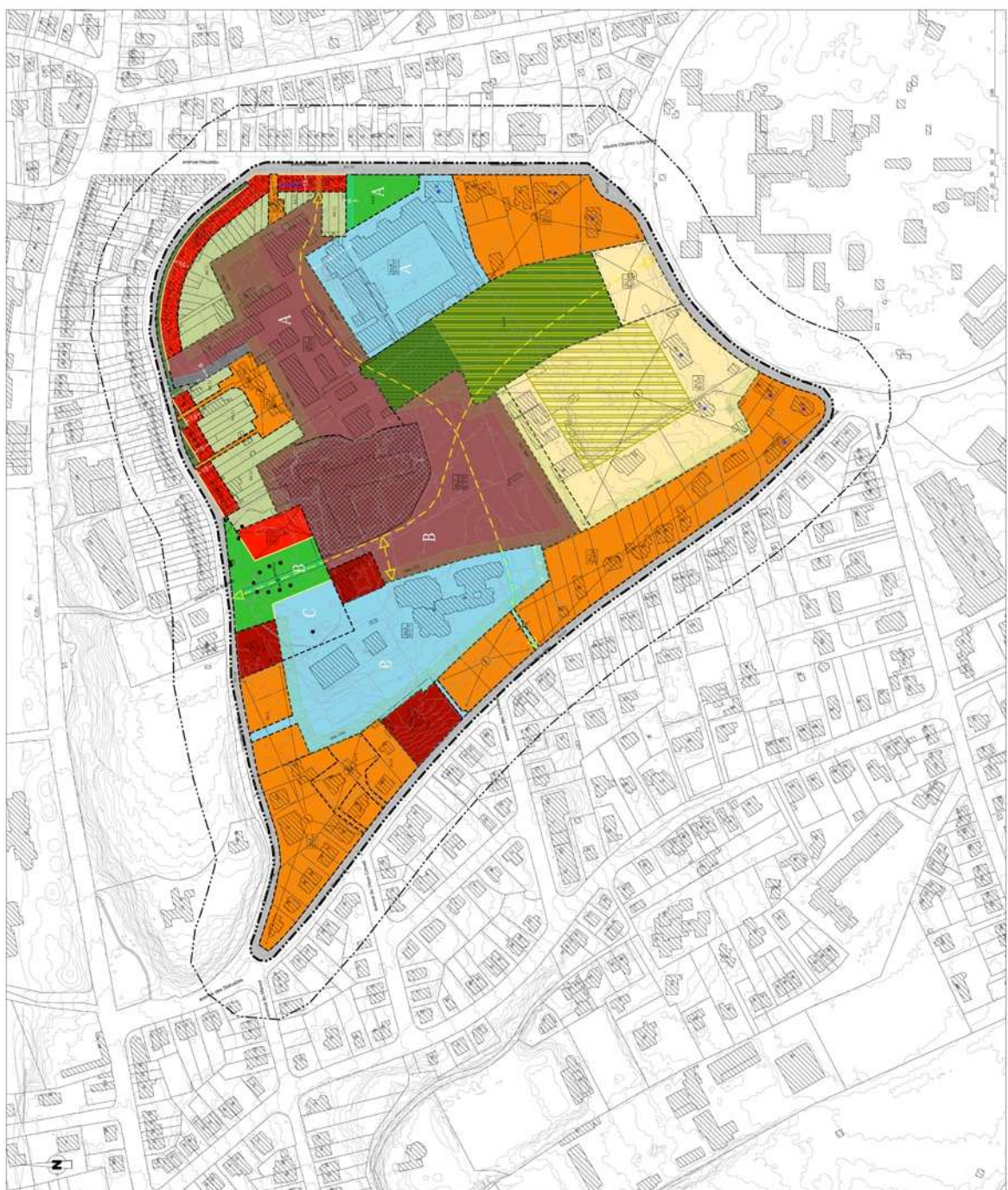
Art. 5. De minister bevoegd voor Ruimtelijke Ordening, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 oktober 2015.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel,

R. VERVOORT



LEGENDE / LÉGENDE

BETRIJFINGEN	
Beleidsplan	...
Bestemmingsplan	...
...	...

AFMETINGEN	
0,00 - 0,25	...
0,25 - 0,50	...
0,50 - 1,00	...
1,00 - 1,50	...
1,50 - 2,00	...
2,00 - 2,50	...
2,50 - 3,00	...
3,00 - 3,50	...
3,50 - 4,00	...
4,00 - 4,50	...
4,50 - 5,00	...
5,00 - 5,50	...
5,50 - 6,00	...
6,00 - 6,50	...
6,50 - 7,00	...
7,00 - 7,50	...
7,50 - 8,00	...
8,00 - 8,50	...
8,50 - 9,00	...
9,00 - 9,50	...
9,50 - 10,00	...

TOEGANGSVOORWAARDEN	
0,00 - 0,25	...
0,25 - 0,50	...
0,50 - 1,00	...
1,00 - 1,50	...
1,50 - 2,00	...
2,00 - 2,50	...
2,50 - 3,00	...
3,00 - 3,50	...
3,50 - 4,00	...
4,00 - 4,50	...
4,50 - 5,00	...
5,00 - 5,50	...
5,50 - 6,00	...
6,00 - 6,50	...
6,50 - 7,00	...
7,00 - 7,50	...
7,50 - 8,00	...
8,00 - 8,50	...
8,50 - 9,00	...
9,00 - 9,50	...
9,50 - 10,00	...

UKKEL / UCCLE
 Brussels hoofdstedelijk gewest
 Région de Bruxelles-Capitale
Gemeente Ukkel
 Commune d'Uccle

**Ommaak bijzonder bestemmingsplan
 Groeselenberg Ukkel**
 Réalisation d'un plan particulier
 d'affectation du sol Groeselenberg Uccle

Bestemmingsplan - Schikking des affectations

Gemeente Ukkel
 Rue de la Liberté 10
 1050 Ukkel
 T +32 (0)2 737 31 11
 F +32 (0)2 737 31 10
 E ukkel@ukkel.be

PROJEKT
 BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
 Région de Bruxelles-Capitale
Commune d'Uccle
 Rue de la Liberté 10
 1050 Uccle
 T +32 (0)2 737 31 11
 F +32 (0)2 737 31 10
 E ukkel@ukkel.be

PROJEKT
 BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
 Région de Bruxelles-Capitale
Commune d'Uccle
 Rue de la Liberté 10
 1050 Uccle
 T +32 (0)2 737 31 11
 F +32 (0)2 737 31 10
 E ukkel@ukkel.be

PROJEKT
 BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
 Région de Bruxelles-Capitale
Commune d'Uccle
 Rue de la Liberté 10
 1050 Uccle
 T +32 (0)2 737 31 11
 F +32 (0)2 737 31 10
 E ukkel@ukkel.be